

RELIZANE

Des jeunes chômeurs attendent toujours

Le marché de Lassasse souffre cruellement du déficit de carreaux ou stands d'exposition et vente de fruits et légumes. Pourtant, pas moins d'une vingtaine de carreaux ont été réalisés, depuis fort longtemps, mais aucun d'entre eux n'a été attribué aux nombreux prétendants, qui veulent avoir un pied au sein de ce marché.

Le responsable de cet organisme vient d'annoncer que l'attribution de ces carreaux aura lieu prochainement, en présence d'un huissier de justice et des souscripteurs et ce, dans la transparence et dans le but d'en faire bénéficier «ceux qui les méritent».

Le premier responsable chargé de ce volet a abordé également d'autres revendications, émanant du syndicat représentant les mandataires du marché de gros de la zone industrielle.

A propos de la réfection des voies de passage, les organismes concernés par ces travaux ont été saisis.

Quant à la sécurité, elle doit être renforcée par le recrutement d'une dizaine d'agents, afin d'éviter les vols, qui ont lieu surtout la nuit.

Concernant une revalorisation des entrées des véhicules et de la location des carreaux, cette mesure a été reportée à une date ultérieure, sachant que lesdits carreaux auront été cédés, entretemps, à leurs acquéreurs.

A. Rahmane

LES CANDIDATS SERONT RETENUS SELON LA MOYENNE DU BAC

Le paramédical emballe les nouveaux bacheliers à Tiaret

Les détenteurs des meilleures moyennes au bac sciences, édition 2014, se disputent âprement les 119 places qu'offre le secteur du paramédical à Tiaret. C'est dire l'engouement que suscite ce corps et qui s'explique par la multitude d'avantages envers les candidats retenus.

Selon nos informations, les postulants seront classés selon leur moyenne. Une première étude des dossiers révèle que même des bacheliers ayant obtenu des notes de 15/20 figurent parmi les candidats, alors qu'ils pourraient facilement s'inscrire en médecine.

Un choix qui n'est nullement fortuit dans la mesure où les candidats sont plutôt intéressés par la garantie des débouchés et la courte durée des études – entre autres privilèges – .

L'on saura aussi que le classement des candidats devrait s'arrêter à la moyen-

ne 13,20/20, ce qui dénote, si besoin est, de l'intérêt que présente ce créneau pour les nouveaux bacheliers boudant ainsi les études universitaires.

En effet, même si les places attribuées à la wilaya de Tiaret sont limitées par rapport à la demande avec seulement 119 réparties sur plusieurs spécialités, les services de l'Institut national spécialisé dans la formation paramédicale de Tiaret ont recensé jusque-là plus de 850 inscrits, un chiffre on ne peut plus explicite en termes d'afflux.

D'après Sekkine Larbi, chef de service de l'administration et des affaires juri-

diques à la Direction de la santé, le quota en question est réparti sur plusieurs spécialités, à savoir infirmier de santé publique qui s'est taillé la part du lion avec 70, laborantins 30, sages-femmes 10, manipulateurs-radio 6 et enfin infirmier au bloc opératoire 3.

Ces derniers qui subiront leur formation dans les instituts de Tiaret, Tlemcen et Oran seront affectés plus tard, selon les besoins exprimés par les différentes structures sanitaires relevant de la wilaya de Tiaret dont le complexe mère-enfants au chef-lieu et le nouveau EPH de Sougueur.

Mourad Benameur

IL EST MORT DANS UN TRAGIQUE ACCIDENT EN 2003 À BOUIRA

L'association Tadukli de Taddart Lejdid rend hommage à son président

C'est sur les hauteurs du Djurdjura où culmine le village Taddart Lejdid des Iwakouren, qu'a été rendu un hommage particulier à feu Rabia Tigrine, premier président de l'association «Tadukli» de ce village ; une association créée par un groupe de jeunes villageois dont le défunt Rabia, afin de rendre vie à ce village abandonné par les habitants contraints, pendant les années noires du terrorisme à le quitter et vivre dans la plaine, au village connu de Raffour dans la commune de M'chédallah.

Ce samedi, ils étaient des centaines, hommes et femmes, jeunes, vieux et enfants, à se déplacer là-haut dans le village afin de rendre hommage à ce président hors pair, qui avait donné sa vie pour que le village renaisse de ses cendres.

Rabia Tigrine, qui est né en 1962 et qui épousera la carrière d'agent de la Protection civile qu'il rejoindra en 1982, fonction qu'il avait dans les veines dans le sens où son rôle, ici et là, est de sauver les gens, les protéger et les aider. Aussi, dès la création de l'association dont il était le premier président, Rabia fera tout avec ses amis de l'association pour arracher un plan de développement rural, dans le cadre des plans de développement initiés

par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Ainsi, tout au long de ces années de la fin de la décennie 1990 et le début des années 2000, Rabia sera très actif et réussira avec ses amis à redonner de la vie à ce village, puisque des plans de développement, dont le canal d'irrigation, ramené depuis les sources situées en amont du village, a été acheminé vers le village pour irriguer les parcelles de dizaines de villageois qui ont réussi, en un laps de temps, à créer un véritable paradis sur ces terres ancestrales qui étaient pendant longtemps arides à cause des caprices de dame nature dont les pluies et autres sources qui jaillaient jadis dans le village ont tari une

à une, à cause de la sécheresse des années 1980.

Ces canaux d'irrigation ont été réalisés pour le village, la route y menant a été également bitumée. Outre ces actions au niveau du village, à Raffour, des témoignages de beaucoup de présents ont fait état de la disponibilité du défunt Rabia à toute initiative. C'est ainsi que l'un des présents fera ce témoignage poignant en relatant les efforts fournis par le défunt pour aider une autre association du village qui voulait rendre un hommage à deux jeunes, partis à la fleur de l'âge.

Le défunt Rabia n'a pas lésiné sur les moyens, ni sur sa santé pour se déplacer et acheter de sa poche, des tenues de sport pour les jeunes qui avaient préparé un tournoi. Cela s'est passé en août 2003. Moins de deux mois plus tard, le défunt Rabia, qui était alors âgé de 41 ans, décédera dans un tragique accident de la circulation à l'entrée sud de Bouira le 3 octobre, au cours duquel 12 autres passagers, natifs de la daïra de M'chédallah périront. Il laissera derrière lui une veuve et trois garçons en bas âge.

Plusieurs autres personnes parmi lesquels ses amis de l'association, comme

Brahim Sahraoui, Salem Azouk, l'actuel président de l'association, Mohand-Saïd Medjdoub, Arab Rachid, etc.

Après les témoignages, des cadeaux, dont des articles ménagers ont été remis à la famille du défunt, alors que d'autres citoyens, dont le doyen du village Taddart Lejdid, ont été également honorés.

L'hommage rendu à Rabia Tigrine s'est terminé vers midi par une waâda offerte par l'association à la mémoire du défunt, en présence de ses amis, venus de Tazmalt et d'Akbou mais aussi des autorités locales de la commune de Saharidj dont dépend le village Taddart Lejdid, ainsi que des élus de la commune de M'chédallah.

Y. Y.

Des habitants d'Ahnif ferment la RN5

Plusieurs dizaines de jeunes de la commune d'Ahnif, à 40 kilomètres à l'est de Bouira, ont procédé hier dans la matinée à la fermeture de la RN5 au niveau du carrefour appelé communément Maillot-gare.

D'après certains protestataires qui nous ont contactés par téléphone, la décharge publique existante aux abords de l'oued Sahel de l'autre côté de la rive, et située sur le territoire de la commune de M'chédallah, est la raison principale de cette protestation. Cette décharge, qui a servi pendant plusieurs décennies, devait être délocalisée pour être implantée sous forme de CET, (Centre d'enfouissement technique) dans la commune d'Ahnif. Mais le site retenu est très proche du chef-lieu et des habitations.

Aussi, ce dimanche, les habitants de la commune d'Ahnif, qui sont les plus touchés par cette décharge publique de la commune de M'chédallah, dénoncent ce chantage qui leur est fait et la politique du fait accompli des pouvoirs publics qui n'ont jamais associé la population dans les choix des sites devant abriter le CET.

En tout état de cause, cette décharge publique qui dégage des odeurs nauséabondes, surtout que le plus souvent il y est mis du feu pour l'incinération de ces déchets dont la majorité dégage des gaz toxiques ou asphyxiants, devait être immédiatement fermée. Mais, face à cette revendication citoyenne des plus légitimes, et malgré le fait que les automobilistes qui empruntent la RN5 souffrent des inconvénients, les responsables de la daïra qui sont appelés à trouver une solution, sont restés de marbre.

Cela étant, hier, les jeunes ont juré que tant que les pouvoirs publics continueront dans leur mépris, ils poursuivront leur action en fermant quotidiennement cet important axe routier.

Y. Y.

BOURACHED (AÏN-DEFLA)

Des douars sans eau crient leur soif

Plusieurs centaines de personnes venant des douars de la commune de Bourached, (sud-ouest de Aïn-Defla), se sont regroupées dimanche sur l'esplanade faisant face au siège de la wilaya où elles ont tenu un sit-in jusqu'en milieu de journée pour manifester leur mécontentement et leur colère d'être privées d'eau potable.

Selon les déclarations de certains contestataires, les habitants de la fraction El Houaouria, qui englobe les douars des El H'maïdia, El Alaïlia, El Khouadhria, El Mhadjbia, Ech-Chtatoua et El Brahmia, soit quelque 3 000 âmes, sont privés d'eau potable depuis des lustres. Ils disent que les autorités locales et de wilaya ont été saisies plus d'une fois sans que leurs doléances aient été prise en charge.

Toujours selon les concernés, pour s'approvisionner, ils vont puiser le précieux liquide à une fontaine publique située à quelque 4 km aller et retour et ce, à dos d'âne ou de mulet, pour ceux qui en possèdent. Toujours

selon les personnes questionnées, elles ont entrepris des démarches depuis plus d'une année, en vain. Ils rapportent que, sollicité par leurs soins, le P/APW a adressé une correspondance au chef de la daïra de Djelida à laquelle la commune de Bourached est rattachée, correspondance par laquelle il prie le responsable administratif de prendre en charge les multiples doléances des citoyens. On ajoute que le maire de Bourached, qui a reçu ces doléances, a promis aux concernés, au début de l'été dernier, qu'ils allaient disposer de l'eau potable dans un délai ne dépassant pas un mois. «4 mois après ces promesses,

aucune n'a été tenue», disent-ils. Ils ajoutent que pour attirer l'attention des autorités sur les difficultés auxquelles les habitants sont confrontés, ils ont bloqué, la semaine dernière, la circulation sur la route qui mène au centre-ville. Une action qui a entraîné l'interpellation de 5 des contestataires par les services de sécurité. Les 5 personnes, indiquent-on, ont été déferées au parquet et condamnées, chacune à une année de prison.

Les manifestants se demandent «pourquoi cette insouciance des autorités locales face au calvaire que nous vivons alors que, affirment-ils, la conduite de refoulement passe à moins de 500 m de la zone habitée ?».

Cependant, un des responsables administratifs de la wilaya nous a affirmé que ce problème, entre autres, est pris en charge et les projets sont inscrits. «Cette présence de la foule n'est qu'une démonstration de force pour mettre la pression afin que les 5 personnes arrêtées soient relâchées».

Selon nos informations, aucune délégation

des manifestants n'a été reçue au niveau de la wilaya, lesquels manifestants n'ont pas sollicité d'entrevue avec un des responsables, ils se sont contentés d'observer le sit-in avec leurs banderoles dépliées.

Nous avons tenté, à maintes reprises, de prendre attache avec le P/APC de Bourached, nos appels ont été rejetés, le président de l'Exécutif communal ne voulant pas sans doute avoir à donner une quelconque explication sur la prise en charge des doléances des administrés qui l'ont pourtant élu.

Pour avoir quelques informations sur ce problème, toutes nos tentatives pour entrer en communication avec un des responsables de la Direction de l'hydraulique se sont soldées par un échec, ils sont en mission ou tourment dans les services», nous a-t-on répondu.

Que signifie donc ce silence et ce refus de communiquer de la part des responsables concernés ?

Karim O.

TLEMCCEN

Le réseau routier massacré

C'est au niveau de toutes les communes du Grand-Tlemcen que ce phénomène prend de l'ampleur, et on s'achemine vers le pire si les pouvoirs publics ne réagissent pas, en appliquant tout simplement la loi.

Les autorisations de voirie, délivrées par les services techniques des APC, sont soumises à des critères et il y a quelques années, c'est une directive du Premier ministre Ouyahia, qui rappelle clairement que la remise en l'état doit intervenir dès la fin des travaux effectués sur les espaces publics. La réalité est tout autre sur le terrain, qu'il s'agisse d'entreprises publiques ou privées, le résultat est le même, une

fois les travaux terminés, on plie bagage et on laisse les routes dans un état lamentable. Ce n'est pas uniquement les automobilistes qui font les frais de ce massacre mais les piétons aussi, qui pataugent dans la gadoue après le moindre orage.

Concernant l'autorisation de voirie, les entreprises publiques sont tenues par une clause qui les oblige à la remise en l'état, et pour les particuliers, c'est l'APC qui doit

s'acquitter de cette tâche. Un exemple frappant aux 400 logements, il y a plus de six ans, Algérie Télécom a entrepris des travaux pour la pose de câbles, c'est tout un trottoir (côté est du CFPA d'Imama) qui a disparu.

Cette servitude publique a été entièrement défoncée et est inutilisable, ce qui met en danger les piétons notamment les écoliers. Mais là où le bât blesse, c'est lorsque la remise en l'état relève du bricolage, le boulevard du 24 mètres en est une parfaite illustration. Après les travaux, on a posé un bitume qui en dit long sur la manière, le boulevard ressemble à une plaie mal cicatrisée.

M. Zenasni